Refuser la logique guerrière

lundi 2 décembre 2024, par Denis COLLIN

Refuser la logique guerrière

Qu'il s'agisse de l'Ukraine ou du Moyen-Orient, la guerre fait rage et personne n'en voit la fin. Les déclarations des uns et des autres sèment chaque jour un peu plus de confusion. Zelensky eut bien un cessez-le-feu, en concédant à la Russie les territoires qu'elle a occupés, mais il ajoute que l'Ukraine devra être sous couverture de l'OTAN et que la diplomatie devra permettre de récupérer les territoires concédés au moment du cessez-le-feu. Cette proposition n'a évidemment ni queue ni tête. Zélensky s'était fait élire pour appliquer les accords de Minsk et s'est empressé de faire exactement le contraire une fois au pouvoir, lançant une offensive militaire contre la province russophone du Donbass. Cet homme est décidément un triste pitre. Poutine quant à lui ne peut que gagner cette guerre, puisque son sort politique en dépend et qu'un recul pourrait bien conduire au pouvoir des gens pires que lui.

Personne ne prend Poutine pour un petit saint. C'est un autocrate dans la droite lignée des tsars et des dictateurs soviétiques. Il est le porte-parole de cette oligarchie qu'il a mise au pas moyennant la protection de ses privilèges. Mais il doit tenter de défendre l'existence même de la Russie, un immense territoire sous-peuplé, avec une démographie très faible. C'est pourquoi les Occidentaux, Anglo-saxons en tête, se sont convaincus qu'ils pouvaient passer à l'offensive pour disloquer la Russie et faire main basse sur ses richesses naturelles. L'Ukraine n'est qu'un élément de ce « grand échiquier ».

La guerre qui se mène en Ukraine n'est nullement une guerre de « libération nationale », mais un élément d'une guerre entre puissances capitalistes. Que la France se soit jointe à cette entreprise calamiteuse ne fait que confirmer le vieux mot d'ordre : l'ennemi est dans notre pays. Les récents développements, avec la possibilité donnée à l'armée ukrainienne d'utiliser des missiles longue portée contre la Russie et la riposte de Poutine qui vient de changer la doctrine russe d'emploi de l'arme nucléaire ont fait monter la tension. Nous sommes dans une situation qui n'est pas sans rappeler les prémices de la Première Guerre mondiale, avec l'enchaînement de décisions prises par des somnambules conduisant à l'effondrement de l'Europe.

La chose étrange est que tout cela se passe dans une indifférence générale sidérante. On devrait voir chaque jour des manifestations pour la paix, des mobilisations contre la fourniture d'armes aux belligérants, la dénonciation des fauteurs de guerre, mais il ne se passe rien de sérieux en tout cas et les discours les plus mensongers, la pire des propagandes de guerre se déverse à flots continus.

Il est un deuxième foyer de guerre : le Moyen-Orient. Depuis le pogrom organisé par le Hamas le 7 octobre 2023, les choses vont de mal en pis. La réaction d'Israël est à la fois démesurée et impuissante. Le Hamas continue de tenir Gaza… et les otages ! Les dizaines de milliers de victimes civiles, dans une population dont on sait qu'elle haït de plus en plus le Hamas, ne peuvent pas être considérées autrement que comme crime de guerre. Je dis des dizaines de milliers de victimes en l'absence de tout chiffre fiable : on n'a aucune raison de croire sur parole le prétendu ministère de la Santé du Hamas, pas plus qu'on ne peut croire Netanyahou quand il prétend mener une « guerre éthique ».

Mais le front s'est élargi : Israël a décapité le Hezbollah et l'a fait en bombardant le Sud-Liban.

L'Iran, en dépit de ses proclamations guerrières, est resté très prudent. C'est au tour la Syrie où les combats ont repris et où les héritiers de « Al Nosra », des islamistes féroces, ont pris Alep. La Syrie est un terrain d'affrontement avec la Russie et on ne peut s'empêcher de penser que les États-Unis ont poussé les islamistes contre le régime de Damas, obligeant ainsi les Russes à intervenir à nouveau dans cette région alors qu'ils sont déjà très occupés autour du Dniepr.

Disons clairement les choses. Aucun des régimes qui s'affrontent en Ukraine ou au Moyen-Orient ne mérite d'être soutenu. Quel que soit le vainqueur, les peuples seront tout autant opprimés. Des oligarchies capitalistes sont à la manœuvre et se comportent comme des chefs de gangs qui luttent pour se partager des territoires à racketter. C'est pourquoi, dans la tradition de Jean Jaurès, c'est la lutte pour la paix et la recherche de toutes les solutions diplomatiques qui devraient animer tous les esprits simplement humanistes.

La lutte pour la paix demande aussi que l'on soit réaliste. On peut penser ce qu'on veut de l'Ukraine, comme nation, il est clair que ni le Donbass ni la Crimée ne veulent redevenir ukrainiens. L'Ukraine s'est vidée de sa population et les gens ont fui d'abord vers la Russie ! Ils ont voté avec leurs pieds. De même, si Israël veut la paix, il lui faudrait enfin admettre l'existence d'un état palestinien en Cisjordanie sur un territoire viable et non sur cette peau de léopard de plus en plus mitée par les colonies qu'est le territoire administré par l'Autorité palestinienne. Il faut aussi admettre l'intangibilité de la frontière libanaise. Ajoutons que la question du statut de Jérusalem ne pourrait être réglée que si cette ville était placée sous mandat international de l'ONU. En l'état actuel, tout cela pourrait sembler utopique. Ce ne le serait pas si nos gouvernements n'étaient pas des pousse-au-crime, si les uns et les autres ne s'acharnaient pas à jeter de l'huile sur le feu.

« Paix entre nous, guerre aux tyrans », disaient les paroles de l'Internationale. Nous devons tourner résolument le dos à tous les bavardages « géopolitiques » et remettre la paix au centre de nos préoccupations. La paix implique :

- Que chaque nation soit libre de décider de son propre sort et une nation ne peut être libre si son peuple ne l'est pas.
- Que chaque nation respecte les droits des autres nations et ne se mêle pas d'intervenir dans les affaires intérieures des autres nations pour leur dire comment elles doivent se conduire.
- Que les droits individuels de tout être humain soient garantis à leur juste valeur et, en particulier, que la liberté de parole soit considérée comme le bien le plus précieux.
- Que le commerce des armes soit rigoureusement réglementé et qu'on ne livre pas d'armes à un État qui en fera usage contre son peuple ou en vue d'asservir une autre nation.
- Que se mettent en place des organes de coopération internationale qui n'aient pas d'autre visée que la paix et les échanges équitables entre nations.
  Force est de reconnaître que les « guerres de libération nationale » du siècle dernier n'ont nullement libéré les peuples. Elles n'ont fait — dans le meilleur des cas — que remplacer une domination impériale étrangère par une domination tyrannique nationale. Des gouvernements bourgeois d'un certain type ont été remplacés par des gouvernements bourgeois d'un autre type, pas forcément meilleurs pour les individus. Des exemples nombreux pourraient illustrer ce propos. Être inconditionnellement pour la fin de toute domination impérialiste n'implique pas que l'on apporte son soutien à tout gouvernement des pays récemment libérés. Ainsi, que l'Algérie soit « libre » depuis 1962 est une fort bonne chose, mais cela n'implique pas un quelconque soutien à la cleptocratie bureaucratique et militaire qui a pris la suite de l'administration coloniale…

Ce qui importe seul, c'est la solidarité des peuples, la volonté d'établir entre toutes les nations des relations pacifiques. Qu'il n'y ait aucun mouvement pacifiste conséquent est un des symptômes inquiétants de la situation présente. Mais tout mouvement pacifiste se heurte vite à la cause des

guerres qui n’est rien d’autre que le mode de production capitaliste et son corollaire, la nécessité de l’accumulation illimitée du capital. C’est un ingrédient majeur de guerre en Ukraine et seuls ne le voient pas ceux qui ne veulent pas voir. Le repartage du monde qui se joue en ce moment s’exprime tout autant au Moyen-Orient. Il s’agit de savoir si les peuples vont assister impuissants à ces manœuvres entre les grands, tout en étant condamnés à en payer les frais ou si, au contraire, ils vont recommencer à prendre leur destin en main.

Le 2 décembre 2024